

Commission parlementaire sur les enjeux énergétiques du Québec :
UN DOCUMENT QUI PASSE SOUS SILENCE LA MOITIÉ DES ENJEUX DU
BILAN ÉNERGÉTIQUE DES QUÉBÉCOIS

Montréal, le 3 février 05- Dans le mémoire qu'ils ont présenté ce matin devant la Commission de l'Assemblée nationale responsable d'étudier les enjeux du secteur énergétique au Québec, les représentants de la Coalition pour le transport en commun dénoncent l'absence de vision du document gouvernemental. Pour le porte-parole de la Coalition, Robert Perreault, directeur du Conseil régional de l'environnement de Montréal, le document est décevant et très incomplet puisqu'il évacue à toute fin pratique tout débat sur l'un des enjeux majeurs de toute politique énergétique digne de ce nom, soit la problématique de notre surconsommation d'hydrocarbures, principalement dans le domaine des transports.

Pour la Coalition, il est paradoxal, qu'après avoir clairement établi que le secteur des hydrocarbures occupe une place équivalente au secteur de l'électricité, soit 38% de l'énergie totale consommée au Québec, le document gouvernemental demeure par la suite totalement muet sur les enjeux qui en découlent, les objectifs qu'il faudrait se fixer et les pistes de solution, sinon pour constater avec impuissance que c'est justement ce même secteur des transports, grand consommateur d'hydrocarbures, qui génère une part significative des gaz à effet de serre au Québec, soit à lui seul presque 40% du total des émissions. Quand il aborde le sujet, c'est uniquement en termes d'exploration et de production potentielle éventuelle. C'est un peu comme si, à Québec, on est incapable, comme ce fut longtemps le cas pour l'électricité, de penser autrement, de voir les quantités importantes de pétrole que l'on pourrait déjà économiser grâce à une politique des transports correctement articulée.

Pour la Coalition, en limitant à toute fin pratique le débat au seul secteur de la consommation et de la production de l'électricité, Québec passe à côté d'une partie significative de la réalité. *C'est incroyable, c'est un peu comme si Bush lançait un débat sur la politique énergétique américaine mais en oubliant d'aborder l'enjeu stratégique et économique du pétrole pour les USA. Ça ne serait absolument pas crédible comme démarche*, de souligner Robert Perreault. Le Québec ne produit ni voiture, ni pétrole. Les Québécois ont tout de même dépensé plus de 47 milliards de dollars en 2002 pour faire circuler leurs véhicules : 45 % de cette somme est allée directement à l'extérieur de nos frontières, augmentant d'autant le déficit de notre balance des paiements.

Le parc automobile du Québec ne cesse pendant ce temps d'augmenter : 350,000 véhicules de plus entre 1997 et 2002, 70,000 nouveaux véhicules s'ajoutant depuis à chaque année, à cela il faut ajouter les ventes de VUS et les distances de plus en plus grandes parcourues du fait de l'étalement urbain. Qu'arrivera-t-il à l'économie du Québec si le baril de pétrole devait atteindre 70\$ ou 80\$? Or le document soumis à la consultation publique par le gouvernement du Québec ne met de l'avant aucun objectif de réduction de notre dépendance aux hydrocarbures, aucune stratégie de développement par exemple des transports publics. Pourtant le Québec est un fabricant de matériel roulant; pourtant, la Chambre de commerce de Montréal dans une étude rendue publique

récemment, soulignait qu'une dépense faite dans les transports en commun stimulent deux fois plus l'économie qu'une dépense équivalente faite dans le secteur de l'automobile. En effet, plus de 50% des dépenses faites pour la voiture privée sont constituées de produits importés de l'extérieur du Québec contre 10% seulement pour les dépenses faites pour le transport en commun.

Pour la Coalition, toute politique énergétique pour le Québec qui soit digne de ce nom devra intégrer une critique rigoureuse de notre bilan énergétique dans le secteur des transports et conséquemment de notre dépendance aux hydrocarbures, des coûts économiques d'une telle dépendance et de ses impacts environnementaux. Québec devra se doter d'un plan de développement des transports en commun, répondre aux besoins de financement des sociétés de transport et fixer des objectifs quantifiables de réduction de l'usage de l'automobile privée dans les grands centres urbains. *Négliger notre consommation de pétrole dans l'analyse de notre sécurité énergétique serait irresponsable; ce serait nier la moitié de la réalité de notre bilan et des enjeux stratégiques qui en découlent*, de conclure le porte-parole de la Coalition.

-30-

Pour information:

Robert Perreault 514. 842.2890 poste 222
Conseil régional de l'environnement de Montréal

André Porlier 514. 842.2890 poste 224
Conseil régional de l'environnement de Montréal